

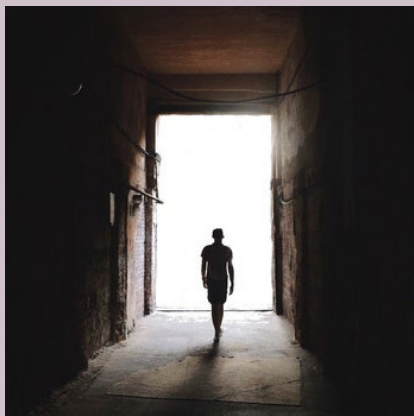


## Édito - Les pauvres, l'État, le travail social

Le travail social s'adresse aux individus et groupes généralement classés dans la catégorie de « pauvres ». Ceux-ci composent une partie significative, nullement exclusive, de ses publics. Il s'agit bien de pauvres, bien plus que de la pauvreté qui, en tant que configuration socio-économique nationale et internationale, est hors de portée des interventions sociales. Pauvreté dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas près de disparaître.

Un récent article du **Monde** (daté du 09.06.2017) mettait en exergue « la grande misère des services sociaux anglais » : personnes âgées dépendantes, handicapés, urgences hospitalières, sans-abri reçoivent des prestations de plus en plus rétrogressives, soumises à des contraintes tatillonnes et implacables. Si la situation n'est pas identique dans tous les pays, des convergences vont crescendo partout. Pas étonnant cependant que la Grande-Bretagne se trouve aux avant-postes en la matière. Déjà au 19<sup>e</sup>, Marx l'inscrivait dans le peloton de tête des pays capitalistes, en manière de préfiguration d'un destin commun. Syndrome alors du fait que la société (anglaise ou autre) va mal ? Réponse mitigée, à nuancer. Elle va mal, voire très mal pour certains, qui survivent bien péniblement à d'inoxorables conditions matérielles, idéologiques et psychiques plus ou moins extrêmes. La même société se porte à merveille pour d'autres, qui y trouvent de quoi se sustenter, au propre et au figuré. Et qui font de leur mieux pour que tout continue sur cette bonne voie.

Phénomène complexe, sans doute. Mais pas forcément compliqué.



Une des raisons en est la conception marchande et comptable de l'État que le néo-libéralisme a réussi à implanter jusqu'à en faire une vulgate du sens commun. **Conception marchande et comptable** : il s'agit de réduire les déficits du budget de l'État central et décentralisé pour que celui-ci parvienne à des comptes dits équilibrés dans des délais

plus ou moins précis mais toujours courts. Voire excessivement courts, douloureux même pour des populations sommées sans discussion de financer ce déficit par une réduction des prestations qui jusque-là leur permettaient de survivre : les pauvres, précisément. Cette réduction est une puissante contribution au redressement des comptes publics.

On admettra volontiers que l'appareil étatique ne saurait être un gouffre sans fond, pourvoyeur inépuisable

capable de tout financer. Argument mille fois ressassé, qui en appelle au sens des responsabilités de chacun. Argument on ne peut pas plus fallacieux, cependant. Car jamais l'État n'a dépensé sans compter ! L'existence de l'État implique celle des dispositifs d'ordonnement de recettes et de dépenses, d'identification de bénéficiaires et de laissés pour compte, de structures à conserver, à réformer et aussi à supprimer. L'État ne saurait plus se comporter en pompe à subventions au bénéfice des classes populaires – mais n'est-ce pas cela qu'il fait au profit de couches aisées via les politiques fiscales, notamment ? Réduire les déficits n'est donc pas une décision économique tout court mais un choix d'économie politique et de politique économique. C'est pourquoi les comptes peuvent se redresser selon différentes directions,

ce redressement ne voulant pas toujours dire la même chose. Les bénéficiaires ne sont pas les mêmes, les populations-cible non plus.

**Conception marchande et comptable**, aussi parce que l'État, n'étant pas une entreprise privée quoi qu'en pensent certaines de ses élites, ne peut être géré comme tel. Surtout quand les besoins ne cessent d'augmenter en termes d'éducation, énergies renouvelables, logements, protection sociale, conditions matérielles et immatérielles de vie et de travail. Les déficits comptables sont loin d'épuiser la raison d'être de l'État, ce que celui-ci est censé assurer à ses administrés. Ce sont des indices dont il faut tenir compte, surtout pas des évidences auto-explicatives auxquelles obtempérer sous peine d'incommensurables désastres. Quand des hôpitaux, des institutions éducatives ou sociales dégagent des bénéfices financiers, ceux-ci aussi sont des constructions marchandes et comptables qui ne garantissent pas du tout ce qui se passe et comment ça se passe dans ces institutions.

De tout autres logiques sont nécessaires, que maints groupes et individus s'emploient à caractériser. Tâche pas facile et semée d'embûches. Tâche indispensable, ne serait-ce que pour dégager des espaces de respiration. Le travail social, ce subtil baromètre des fonctionnements de nos sociétés, a tout intérêt à s'y intéresser de près.

[sur le site](#)

## La question du travail aujourd'hui .....

Alors que « la réforme [néolibérale] du travail » va être impulsée par le nouveau gouvernement français, des agitations et cogitations de toutes sortes se multiplient. Des chercheurs et praticiens, des philosophes, sociologues, historiens, économistes... traitent de cet enjeu sociétal, de cette composante de la société dans laquelle nous voulons – ou pas – vivre. Des

politiques, syndicats ouvriers et patronaux, salariés du privé et du public, chômeurs se posent la question du devenir du travail et, partant, du leur. Parlent-ils tous de la même chose quand ils parlent du travail ?

Bernard Friot, sociologue et économiste, viendra alimenter le débat, le 8 octobre à Paris...

[lire la suite](#)



### Echange - débat

Bernard Friot - Saül Karsz  
et l'ensemble des participants  
le samedi 10 octobre de 9h30 à 12h30  
à Paris 75004 - Cité Saint-Martin (métro Bastille)

## Remarques sur une pseudo-destruction .....

Deux adolescents faisant l'objet d'un accompagnement en pédopsychiatrie présentent des caractéristiques partiellement proches et induisent de ce fait des réflexions analogues de la part des travailleurs sociaux et des équipes soignantes. Dans les deux cas il s'agit de jeunes dont les intervenants perçoivent une grande souffrance, parfois traduite en passage à l'acte : hétéro-agressivité, tentative de suicide, échec scolaire... Dans les

deux cas, les professionnels observent des postures éducatives parentales qualifiées de dysfonctionnantes... L'idée se profile d'après laquelle ces jeunes ont été « détruits » par leurs parents. Or, afin que la prise en charge ne s'abîme pas dans une mise en accusation, essayons de dégager quelques pistes de réflexion qui ne soient pas trop embrumées de misérabilisme.

[lire la suite](#)

## Agenda

**Manifestations 2017** ouvertes à toute personne intéressée

**Du vendredi 25 août 17h au dimanche 27 août 17h**  
- Séminaire d'été dans les Hautes-Pyrénées

**Samedi 7 octobre de 9h30 à 12h30 à Paris-Bastille**  
- Échange-débat avec **Bernard Friot**, sociologue et économiste et de 14h30 à 16h - Assemblée Générale de l'Association **PRATIQUES SOCIALES**

**Dimanche 8 octobre de 9h30 à 16h à Arcueil** – séminaire préparatoire des **Rencontres du RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES** [Paris 24 novembre] et des **XXIIIèmes Journées d'Etude et de Formation** [CIEP mars 2018]

**Vendredi 24 novembre de 9h30 à 17h à Paris-Bastille**  
- **Rencontres du RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES**- Journée de formation « Pratiques dites inclusives en éducation, en travail social, dans la cité ? ».

**Samedi 25 novembre de 9h30 à 17h à Arcueil** - bilan critique des **Rencontres du RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES** et préparation des **XXIIIèmes Journées d'Etude et de Formation**

**Dimanche 26 novembre de 9h30 à 16h à Arcueil** – Réunion du Conseil d'Administration

Renseignements au secrétariat : tél. 06 45 90 67 61  
ou sur le site [www.pratiques-sociales.org](http://www.pratiques-sociales.org)



Conseil d'Administration du **RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES**  
Saül Karsz président tél. 06.85.10.23.36, Claudine Hourcade secrétaire tél. 06.45.90.67.61, Joël Pouliquen trésorier, Sébastien Bertho, Jean-Jacques Bonhomme, Cécile Peltier, Claudine Schoukroun  
Ont collaboré à ce numéro : S. Bertho, C. Hourcade, S. Karsz.  
**LE PAS DE CÔTÉ** bulletin numérique du **RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES** : formes et contenus soumis à vos critiques et propositions, cher-e lecteur-trice. Abonnement gratuit à partir du site [www.pratiques-sociales.org](http://www.pratiques-sociales.org)